de sa fonction. Il me semble que le Gouvernement se trouve en cette posture quant aux services dont le peuple peut disposer. Il serait intéressant et instructif de lire dans le Livre bleu qui contient les statistiques du département des Chemins de fer et des Canaux des tableaux synoptiques de toutes les puissances hydrauliques dont on se sert et le prix qu'on paie pour cet usage.

L'hon. M. GRAHAM: Je crois que c'est là une bonne idée. Ainsi que le disait l'hon. député, il y a à peine quelques années on ne considérait pas la question de chutes d'eau comme ayant cette importance qu'elle a acquise depuis. Récemment, quelques jours à peine avant que je prisse la direction du ministère des Chemins de fer et des Canaux, on a nommé une commission pour étudier tous les baux que nous avons au canal Welland et celui de Lachine, à ce dernier surtout, et les commissions ont fait rapport du prix que devaient coûter ces loyers; nous appliquons aujourd'hui autant que possible les recommandations des commissaires. Chaque fois qu'il s'est agi d'un bail qui n'était pas à terme fixe, nous l'avons annulé, et nous avons demandé au locataire l'augmentation de loyer recommandée par la commission. Dans certains cas, le prix du loyer a été doublé, dans d'autres quadruplé, au cours des dix-huit derniers mois.

M. L. BORDEN: Ces loyers sont-ils perpétuellement renouvelables?

L'hon. M. GRAHAM: C'est le cas pour certaines anciennes conventions, je crois; mais la formule générale stipule une durée de vingt et un ans; le bail est renouvelable pour deux autres termes de vingt et un ans chacun, avec cette condition qu'à chaque renouvellement il y aura révision du prix du loyer.

M. R. L. BORDEN: Comment se fait cette révision?

L'hon. M. GRAHAM: Par le Gouverneur en conseil. Mon intention serait de faire accomplir ce travail par le bureau des commissaires des chemins de fer, mais je n'ai pas eu le temps d'étudier à fond cette question. Dans le cas des baux qu'on va accorder le long du canal de la Trent, je ferai observer que je donne autant que possible à ce bureau le pouvoir de réglementer le tarif que les locataires peuvent exiger du public.

L'hon. M. FOSTER: A propos des taux qu'ils doivent acquitter au Gouvernement.

L'hon. M. GRAHAM: Il y a une foule de conditions.

M. CONMEE: J'estime que l'explication qu'on nous a fournie de l'administration de ces puissances hydrauliques et des bénéfices que le Gouvernement retirerait de l'emploi qu'on en fait, est loin d'être complète. Le

M. G. E. FOSTER.

Gouvernement affirme le droit de prendre de l'eau du chenal d'un canal. Les locataires, tel que l'a dit l'honorable député de Toronto-nord (M. Foster), dépendent de l'argent pour développer cette puissance. Mais ce n'est pas là toute la dépense; en fait cela n'en représente que la moitié. Les locataires ne doivent pas seulement préparer l'entrée du chenal, le coursier et tout ce qu'il faut pour se procurer l'énergie voulue; il leur faut aussi payer les frais d'installation des machines nécessaires, ceux de la construction de bâtiments et pourvoir à tout ce qu'il faut pour une industrie de ce genre. Ils doivent surtout trouver un marché pour l'énergie qu'ils développent. Pour atteindre cette fin, ils doivent établir leur usine dans le voisinage immédiat de la chute d'eau, ou bien convertir en énergie électrique cette puissance pour la transmettre à des endroits où elle servira à des fins commerciales. Toute cette dépense dépassera de beaucoup celle du développement actuel de la chute d'eau, et j'estime qu'on devrait prendre cela en considération quand il s'agit de déterminer le prix du loyer.

L'hon. M. FOSTER: L'établissement d'usine de ce genre à un certain endroit n'est-il pas de nature à faire surgir des fabriques?

M. CONMEE: Tout dépend des circonstances. S'il existe des moyens de transmission faciles, ou si l'endroit se trouve dans un centre où l'on peut se procurer avec avantage la matière brute pour des fins de fabrication, il n'y a pas de doute que l'honorable député a raison. Mais la puissance hydraulique dont il est maintenant question ne présente pas des avantages semblables; les promoteurs de cette entreprise doivent chercher à trente ou quarant milles du point de développement un marché pour l'énergie qu'ils pourraient vendre.

M. R. L. BORDEN: Le Gouvernement a-t-il le pouvoir de déterminer le prix du loyer au bout de vingt et un ans?

L'hon. M. GRAHAM: C'est le bail ordinaire les conditions seront déterminées par convention que le Gouverneur en conseil devra approuver.

M. SPROULE: Les renseignements donnés démontrent l'imprévoyance avec laquelle on a conclu cette convention avec M. P. Davis pour la puissance hydraulique que fournit le canal de Beauharnois. Si je me rappelle bien, ce bail était renouvelable à l'expiration de quatre-vingt-quatre ans, et je ne suis pas très certain qu'on ait prévu le rajustement des loyers; je n'ose rien affirmer d'une façon positive à ce propos, car il y a déjà quelque temps que j'ai eu l'occasion d'étudier cette affaire. Il me semblait qu'on avait absolument ignoré l'intérêt public, ou qu'on avait fait pis encore, quand on avait conclu ce traité, parce que toute